

PAPETERIE DE DOCELLES

Dernier chapitre pour la plus vieille usine de France

Paris Match | Publié le 28/02/2014 à 13h19 | Mis à jour le 28/02/2014 à 16h36

Par Anne-Sophie Lechevallier

Mercredi 19 février 2014, à midi, les salariés volontaires pour une reprise, devant leur usine, premier employeur de Docelles. Thierry Esch

Depuis cinq siècles, la papeterie de Docelles avait tout surmonté. Mais la mondialisation a failli la tuer. Ses salariés se battent pour la reprendre.

« Christophe Colomb, c'est 1492 ? Il a peut-être fait la carte de l'Amérique sur notre papier, va savoir ! » imagine Paul Miette, 50 ans, issu d'une lignée de papetiers et cariste à la papeterie de Docelles. Il est parmi les rares, avec Christian Tarantola, le maire de Docelles, à posséder la bible du papetier, « Les moulins à papier de la région vosgienne », tirée à 600 exemplaires en 1952 et écrite par Jean-Marie Janot. Paul Miette l'a dénichée dans les années 1990. « Il a fallu montrer patte blanche avant de l'acheter », raconte l'ouvrier, qui a dû emprunter 3 000 francs afin de se l'offrir. Pour comprendre le désarroi des 171 salariés de la papeterie, « il vous faut lire cette histoire », conseille le maire.

Mais ce livre sacré, on ne l'achète pas en librairie et on comprend qu'il ne se prête pas. C'est l'élus qui finit par nous confier les deux tomes à couverture bleue pour que nous puissions comprendre l'épopée du Grand-Meix, le premier moulin à papier de Docelles, édifié en 1478. Louis XI règne sur la France, René II est duc de Lorraine, Gutenberg vient d'inventer l'imprimerie. Les Français s'exercent à la fabrication du papier. Le procédé est resté confiné aux frontières chinoises pendant neuf siècles, jusqu'à la bataille de Talas à Samarcande, en 751, quand les papetiers chinois capturés transmettent aux musulmans leur savoir-faire.

Quand un ouvrier propose la création d'une Scop

Comme tous, il se souvient aussi des hommes qui ont laissé leur vie dans la machine, des doigts auxquels il manquait des phalanges. « Chaque génération a eu son mort, dit Paul Miette. La tâche était rude, mais les patrons étaient plus paternalistes. » Si le Grand-Meix est le seul à avoir survécu, c'est aussi parce qu'il est resté moderne, après le rachat par Kymmene (devenu UPM) en 1978. Sa machine, rénovée en 2006, produit chaque minute 1 250 mètres de papier fin, utilisé pour des enveloppes ou des rames en bureautique. Mais le 17 janvier 2013, la direction a convoqué les salariés pour leur annoncer la mise en vente de l'usine. C'était le jour de la Saint-Antoine, le patron des papetiers des Vosges. Personne ne l'a remarqué, tous accusaient le choc. Bien sûr, ils savent que la consommation de papier baisse chaque année. Ils ont conscience qu'avec leurs 160 000 tonnes produites par an ils font figure de lilliputiens. Mais, non, ils ne s'y attendaient pas.

« Notre usine, plus petite et plus souple, était considérée comme un laboratoire de développement de papiers », explique Sébastien Saget, 32 ans, ouvrier et élu CGT. Depuis, deux repreneurs ont voulu la racheter. UPM a décliné. Lancé le plan social. Arrêté la machine. Les larmes aux yeux, ils étaient nombreux le 24 janvier 2014 à regarder « la Marie » sortir sa dernière bobine. La cloche d'antan, celle qui servait à rassembler les ouvriers dans la salle de triage, a sonné le glas. Ils ont fini par recevoir la lettre recommandée contenant leur notification de licenciement. Bientôt, ils toucheront leur indemnité, environ 70 000 euros. Parmi eux, 85 espèrent encore. Anxieux, ils attendent la réponse d'UPM à leur projet. Quand, en décembre, Sébastien Saget suggère la création d'une Scop, ses collègues sont surpris.

Paul Miette (à g.), avec son fils, Julien, 25 ans, qui a acheté sa maison (à l'arrière-plan) trois mois avant l'annonce de la mise en vente de la papeterie, et Pascal, frère de Paul. © Thierry Esch

« On l'a pris pour un fou, reconnaît Guillaume, un ingénieur papetier. Les besoins financiers au départ sont énormes dans notre activité ! » Deux mois plus tard, leur plan, ils le tiennent : attaquer les marchés de niche peu convoités par les géants de l'industrie. Ils ont élu 14 administrateurs et réuni une dizaine de millions d'euros, mélange d'aides publiques et d'enveloppes non utilisées du plan social. Chacun a un prêt à rembourser, l'avenir de ses enfants à financer, mais tous s'engagent à investir au moins 2 800 euros de leur indemnité de licenciement et à accepter une baisse de 15 % de leur salaire pour sauver leur emploi et la plus ancienne usine de France. A les entendre, il en va de leur devoir.

Philippe Martin, 40 ans, préparateur automation, s'est convaincu : « Nous sommes attachés à la machine, nous savons ce qu'elle a dans les entrailles. Et cette philosophie me plaît, que tous les salariés soient des associés, ça va changer la motivation à travailler. » Pour Eric Pierrat, 45 ans, aide-conducteur : « Nous perpétuerons les savoir-faire que les anciens nous ont transmis. On sera dans la même galère, solidaires les uns avec les autres. » En attendant, le maire de Docelles, où 250 emplois sont menacés, se démène et reçoit des promesses de dons de toute la France : « Evidemment que je crois à la Scop ! Notre machine est très souple, les marchés pour petites quantités existent. » Les papetiers de Docelles l'ignorent sans doute, mais ils ne sont pas les premiers à se cotiser pour sauver le Grand-Meix. Le 22 décembre 1682, Antoine Duc a vendu le moulin pour 5 000 francs lorrains et deux balles de papier double C à Dominique Chevreux et Jean Claudel, deux de ses ouvriers.